



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

« Jeunesse et innovation en Afrique: tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse africaine au service de la transformation du continent »

Rapport de synthèse du débat en ligne (D-Groups)

Section des nouvelles technologies et de l'innovation
Division des initiatives spéciales



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

« Jeunesse et innovation en Afrique: tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse africaine au service de la transformation du continent »

Rapport de synthèse du débat en ligne (D-Groups)

Section des nouvelles technologies et de l'innovation
Division des initiatives spéciales
Commission économique pour l'Afrique
Juillet 2014

Table des matières

Contexte	v
1. Généralités	1
2. Objectifs	2
3. Synthèse des débats	3
3.1 Obstacles rencontrés par les jeunes Africains eu égard aux innovations scientifiques et technologiques	3
3.2 Vers un environnement favorable à la jeunesse et à l'innovation en Afrique	6
4. Principales recommandations et conclusion	10
Annexe I Participation.....	11
Annexe II Liste des personnes qui ont contribué au débat	12

Contexte

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a organisé, du 3 au 30 mars 2014, un débat en ligne sur le thème « Jeunesse¹ et innovation² en Afrique: tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse africaine au service de la transformation du continent », sur la plateforme de débats électroniques Dgroups. Le but du débat était de susciter des idées sur la façon dont les innovations dans la technologie peuvent être utilisées pour tirer parti des possibilités présentées par la très jeune population de l'Afrique afin de faire avancer le programme de développement de l'Afrique et de freiner la constante montée du taux de chômage des jeunes.

Le débat a permis à un large éventail de parties prenantes de recenser des idées, des politiques et des programmes et de partager des expériences sur la façon dont la jeunesse africaine peut tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies et l'innovation pour s'améliorer et comment les gouvernements peuvent tirer parti de ces nouvelles technologies et innovations pour concrétiser le potentiel de la jeunesse africaine en vue de la transformation du continent. Les discussions ont ainsi porté sur la question primordiale de déterminer comment les innovations scientifiques et technologiques peuvent faire fond sur la dynamique de la croissance économique de l'Afrique en éliminant les obstacles et en améliorant l'acquisition de compétences par une formation académique, technique et professionnelle pour une plus grande aptitude des jeunes à l'emploi.

Le débat a attiré 162 participants, dont des membres de la société civile (groupes de jeunes), des représentants des secteurs public et privé, des universitaires, des experts des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'innovation et des nouvelles technologies, des spécialistes de la planification, et des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Les discussions de nature très diverse se sont tenues simultanément en anglais et en français et ont donné lieu à 56 contributions³ émanant de 27 participants⁴ venus de 15 pays. Elles étaient modérées par Mme Tsega H. Belai (Consultante à la Section des nouvelles technologies et de l'innovation⁵) et M. Mactar Seck (Économiste), sous la supervision directe de M. Kasirim Nwuke, Chef de la Section des nouvelles technologies et de l'innovation, et la supervision générale de Mme Fatima Denton, Directrice de la Division des initiatives spéciales.

Le présent rapport comprend un résumé des débats et en tire des recommandations. Les auteurs remercient le personnel de la Section des nouvelles technologies et de l'innovation pour son concours et ses contributions. Le rapport est structuré comme suit: la première section explique les raisons pour lesquelles le débat en ligne a été organisé, la deuxième précise les objectifs poursuivis, la troisième fait la synthèse des discussions et la quatrième met en évidence les principales recommandations soumises à l'examen des décideurs africains concernant les possibilités de tirer parti du potentiel de la jeunesse africaine au moyen de l'innovation, eu égard au programme de développement du continent. Enfin, on trouvera à l'annexe I des informations sur les participants, notamment une ventilation par région, et à l'annexe II une liste des personnes ayant contribué au débat.

1 Le terme « jeune » désigne une personne âgée de 15 à 35 ans.

2 L'innovation, un concept large qui englobe des approches novatrices, allant de l'innovation sociale/culturelle à l'innovation scientifique et technologique, est indispensable pour faire sortir les jeunes de la pauvreté, du chômage ou de situations d'emploi précaire dans le secteur informel avec des salaires bas et irréguliers, pour les amener à une éducation de qualité et à des programmes de formation adaptés pour exploiter le potentiel économique de la jeunesse.

3 Dont 39 en anglais et 17 en français.

4 Voir la liste complète à l'annexe I.

5 En vertu du contrat 12643 et du contrat 13656.

Généralités

De plus en plus de pays africains connaissent les mêmes tendances dominantes, à savoir une croissance économique associée à des améliorations notables de la situation sociale et politique, un rythme soutenu de développement technologique et d'innovation et un accroissement démographique. En effet, avec une population très jeune et toujours plus nombreuse⁶, le continent voit sa population jeune exploser, avec tous les avantages et les risques que cela comporte. Bien que beaucoup de pays africains aient connu des taux de croissance économique impressionnants ces dix dernières années, le continent reste touché par le fléau du chômage des jeunes⁷ ⁸. Les gouvernements africains devraient veiller en priorité à ce que les jeunes s'ouvrent aux technologies et à l'innovation car les avancées technologiques, particulièrement dans le domaine des TIC, se traduisent par une interconnectivité mondiale et des possibilités accrues de perfectionnement personnel. Les technologies et l'innovation, si elles sont bien exploitées, peuvent offrir de nouvelles possibilités de lutte contre le chômage des jeunes, tandis que la croissance économique offre un terrain fertile aux pouvoirs publics et aux citoyens pour qu'ils innoverent et prennent des risques. Reste toutefois à savoir comment s'y prendre pour assembler les différentes pièces du puzzle.

Alors que le continent poursuit son programme de transformation pour donner corps à l'ambition de l'Union africaine d'édifier une « Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale⁹ », il est évident que la réussite ne sera possible que si l'on parvient vraiment à tirer parti du potentiel de la jeunesse africaine. Les dirigeants africains en sont pleinement conscients, eux qui ont fait du développement de la jeunesse et de la science, de la technologie et de l'innovation des éléments fondamentaux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de la position africaine commune sur le programme de développement pour l'après-2015.

L'innovation n'est pas une notion nouvelle en Afrique. Pour survivre, l'être humain doit constamment innover et s'adapter. Pour la grande majorité des Africains, l'innovation est une nécessité, qui leur permet de faire face à la précarité du quotidien. La situation actuelle et les perspectives d'avenir étant positives et le continent faisant des progrès importants dans la réalisation de son programme de transformation, il est urgent de recourir à la science et à la technologie dans les innovations traditionnelles, ou d'y recourir davantage.

Le programme de transformation de l'Afrique ne sera couronné de succès que si les États exploitent le potentiel des jeunes Africains. Grandissant dans un continent de plus en plus libre et juste, les jeunes Africains sont dynamiques, tournés vers l'avenir et sont aussi les mieux placés pour trouver des solutions novatrices aux problèmes locaux grâce à la science et à la technologie. Cependant, pour y parvenir, ils ont besoin de conditions favorables et d'un environnement dans lequel ils peuvent s'épanouir sans entrave.

Au vu de ce qui précède, la CEA a organisé un débat en ligne sur le thème « Jeunesse¹⁰ et innovation en Afrique¹¹: tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse africaine au service de la transformation du continent ». L'objectif était de jeter les bases des travaux de recherche sur les jeunes et l'innovation en répondant à la question centrale de savoir comment utiliser les innovations scientifiques et tech-

6 World Population Review, « Africa Population 2014 », 14 mars 2014. Disponible à l'adresse suivante: <http://worldpopulationreview.com/continents/africa-population/>

7 Organisation internationale du Travail, Tendances mondiales de l'emploi 2014: vers une reprise sans emplois ? Genève, 2014.

8 Organisation internationale du Travail, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013: une génération menacée, Genève, 2013.

9 Voir <http://www.au.int/fr/about/vision>

10 Sont définies comme jeunes toutes les personnes âgées de 15 à 35 ans.

11 Vaste notion, l'innovation englobe toutes les approches nouvelles. Elle est indispensable pour sortir les jeunes de la pauvreté, réduire les taux de chômage et les emplois irréguliers, peu rémunérés et précaires dans le secteur informel, et améliorer la qualité de l'éducation et de la formation pour exploiter le potentiel économique des jeunes.

nologiques pour profiter de l'impulsion donnée par la croissance économique en Afrique. Il s'agissait également de réfléchir à des moyens d'utiliser les innovations technologiques pour réaliser le potentiel des jeunes d'Afrique afin de progresser dans le programme de développement de l'Afrique et de mettre un terme à la hausse continue du chômage chez les jeunes.

Pour aborder un sujet aussi vaste, il a été décidé de centrer les discussions sur deux thèmes en particulier: 1) les obstacles que les jeunes Africains rencontrent en ce qui concerne les innovations scientifiques et technologiques; et 2) la création d'un environnement favorable aux jeunes et à l'innovation en Afrique. Le présent rapport synthétise et recadre les questions soulevées, les solutions proposées et les enseignements tirés par les pays africains alors qu'ils s'emploient à exploiter le dynamisme de leurs jeunes. Bien que les participants aient évoqué un large éventail de sujets et échangé nombre d'idées et de données d'expérience, la présente synthèse porte seulement sur la jeunesse, l'innovation et la science et la technologie en Afrique.

2. Objectifs

Le principal objectif du débat en ligne était de recueillir des idées sur la manière de se servir des innovations technologiques pour tirer le meilleur parti du potentiel des jeunes Africains et ainsi faire avancer le programme de développement africain et juguler le chômage des jeunes, en croissance constante.

Ainsi l'e-débat a permis à des parties intéressées très diverses – société civile, décideurs, universitaires, secteur privé, associations de jeunes, ONG nationales et internationales – de recenser les idées, politiques et programmes à même d'inciter la jeunesse africaine à saisir les occasions que les innovations et les technologies les plus récentes lui offrent.

L'e-débat visait les objectifs spécifiques suivants:

- Offrir à l'échelle du continent une plate-forme pour l'échange d'informations, de données d'expérience et de pratiques concernant les jeunes Africains et les nouvelles technologies et l'innovation.
- Promouvoir des mesures propres à créer un environnement favorable à la participation des jeunes Africains à l'innovation, comme l'accès aux financements, l'accès public aux TIC, la valorisation des compétences, et les infrastructures technologiques.

Méthodologie:

Le débat en ligne a duré quatre semaines. Les participants ont été choisis parmi les membres de la communauté active au sein de la CEA ou ont été sollicités directement. Au total, 162 personnes venues de toutes les régions d'Afrique et du monde ont pris part aux discussions. Leurs contributions sont résumées dans les sections suivantes, dans l'ordre des discussions.

3. Synthèse des débats

3.1 Obstacles rencontrés par les jeunes Africains eu égard aux innovations scientifiques et technologiques

La présente section traite des principaux obstacles que la jeunesse africaine rencontre pour accéder à l'innovation scientifique et technologique tels qu'ils ont été relevés par les participants pendant les deux premières semaines du débat.

3.1.1 Obstacles linguistiques

De nombreuses langues sont parlées en Afrique. En plus des milliers de langues autochtones, le colonialisme et la conquête arabe de l'Afrique du Nord ont légué un héritage francophone, anglophone, arabophone et lusophone. Les obstacles linguistiques restreignent l'accès de la majorité des jeunes Africains aux avancées scientifiques et technologiques et aux innovations, notamment dans les TIC, ce qui a pour conséquence de limiter sérieusement l'innovation.

Le débat sur les langues présente plusieurs aspects. Certains ont avancé l'idée que l'innovation en Afrique a préexisté aux nouvelles technologies, et qu'il ne faudrait donc pas se concentrer sur le choix de la langue la plus adaptée à l'innovation scientifique et technologique mais sur la fourniture d'une instruction, notamment dans les domaines scientifique et technologique, dans les langues locales, ce qui faciliterait l'utilisation des connaissances tacites et locales au service de l'innovation.

Il pourrait être utile de mettre l'accent sur les langues locales en ce qui concerne les innovations. Cependant, étant donné que presque toutes les nouvelles technologies et innovations, indépendamment du pays et de la langue d'origine, sont d'abord disponibles en anglais, et que la plupart des pays africains font face à des contraintes budgétaires et doivent donc s'adapter aux technologies déjà disponibles et s'en inspirer, l'amélioration des compétences des jeunes Africains en anglais devrait leur permettre d'accéder plus facilement aux technologies existantes et leur ouvrir davantage de perspectives. En effet, l'anglais devient rapidement une *lingua franca* partout dans le monde et la quasi-totalité de la littérature concernant l'innovation et la science est immédiatement disponible en anglais. Selon une enquête réalisée par W3Techs¹², l'anglais est de loin la langue la plus utilisée sur Internet (56 % des utilisateurs), l'espagnol se classant cinquième (4,6 %), le français sixième (3,9 %), le portugais huitième (2,2 %) et l'arabe treizième (0,8 % des utilisateurs). Les langues africaines sont classées dans la catégorie des langues au taux d'utilisation inférieur à 0,1 %. De plus, d'après un classement récent des meilleures universités du monde¹³, les universités de langue anglaise occupent les premières places.

C'est aux États africains qu'il incombe de veiller à ce que les jeunes acquièrent les compétences linguistiques nécessaires. Par exemple, s'ils veulent promouvoir l'innovation scientifique et technologique dans les langues locales, ils devront considérablement renforcer la place de ces langues dans le système éducatif, et faire en sorte que l'enseignement, du primaire au supérieur, soit dispensé dans les langues locales, les connaissances scientifiques et technologiques modernes traduites et les technologies rendues disponibles dans ces langues. La solution semble idéale, puisqu'elle permettrait de sauvegarder les langues locales, mais il y a dans les pays africains des dizaines, voire des centaines, de langues. Une telle entreprise demanderait donc un investissement important en ressources humaines et financières, un consensus au niveau des pays ainsi qu'une forte volonté politique.

12 W3Techs, « Usage of content languages for websites », World Wide Web Technology Surveys, disponible à l'adresse suivante : http://w3techs.com/technologies/overview/content_language/all (consultée le 6 août 2014).

13 The Time Higher Education World Reputation Rankings, « World reputation rankings » <http://www.timeshighereducation.co.uk/world-university-rankings/2014/reputation-ranking/range/91-100> (consultée le 6 août 2014).

L'amélioration de la maîtrise de l'anglais serait, selon d'autres, une autre solution aux obstacles linguistiques. Pour ce faire, les gouvernements africains devraient revoir leurs politiques éducatives et, plus précisément, mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'apprentissage et l'usage de l'anglais de l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur et créer des centres d'apprentissage de l'anglais à l'intention des adultes. Si cette solution était retenue, les pays africains où l'anglais n'est pas la langue d'instruction feraient face à d'immenses problèmes structurels, pratiques et financiers pendant la période de transition. Néanmoins, la transition réussie du Rwanda, pays francophone devenu anglophone, montre que, sans être facile, cela est possible. À la suite de cette transition, le pays apparaît désormais comme un des principaux centres de TIC en Afrique et ce secteur est désormais en première ligne du programme de transformation du Rwanda vers une économie fondée sur la connaissance.

3.1.2 Obstacles liés aux compétences

Alors que la population mondiale ne cesse de croître, les pouvoirs publics doivent s'assurer que les jeunes ont des perspectives lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Selon le rapport *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*¹⁴ voient dans l'inadéquation des compétences – c'est-à-dire la suréducation/surqualification ou la sous-éducation/sous-qualification – est l'une des principales causes de la persistance du chômage des jeunes au niveau mondial.

Même si leur économie croît, les États africains ne peuvent allouer suffisamment de ressources financières au perfectionnement des compétences des jeunes en raison de contraintes budgétaires. L'inadéquation des compétences est en outre aggravée par le manque de moyens, qui se traduit par une éducation de piètre qualité, un accès restreint à l'enseignement secondaire et supérieure, la surcharge des classes et la pénurie de personnel, un accès limité à la formation technique et professionnelle, et un accès médiocre à l'information (nombre restreint de bibliothèques publiques, accès limité aux TIC). La situation est rendue encore plus critique par la migration d'Africains instruits et qualifiés à la recherche de meilleures perspectives, ce qui crée des déséquilibres dans le transfert de connaissances ainsi qu'une pénurie de professionnels compétents dans les établissements d'enseignement africains.

Si l'on veut faire progresser durablement la transformation économique de l'Afrique, il est indispensable d'exploiter le potentiel des jeunes. La génération actuelle de jeunes est dynamique, motivée et mieux placée que les générations précédentes pour jouer un rôle actif dans la réalisation du programme de transformation de chaque pays. Il est primordial de renforcer les compétences des jeunes Africains en matière de TIC, de science et de technologie si l'Afrique veut devenir une économie mondiale compétitive, interconnectée et hautement numérisée.

Deux catégories de compétences doivent être renforcées pour tirer pleinement parti du potentiel des jeunes: les compétences acquises par l'éducation, la formation et l'utilisation des nouvelles technologies d'une part, et d'autre part, les compétences nécessaires à la concrétisation des idées novatrices, depuis la recherche-développement jusqu'à la distribution, en passant par la production. Le renforcement des compétences liées aux TIC, à la science et à la technologie doit donc se faire à deux niveaux: il faut premièrement rendre systématique l'éducation aux technologies dans l'enseignement de type classique, et ce, dès le primaire. Cela suppose de former les professeurs afin qu'ils puissent intégrer la technologie dans leur programme; de favoriser les échanges en milieu éducatif en limitant le nombre d'élèves par classe; de moderniser les infrastructures des établissements et de mettre en place des installations de niveau international dotées de laboratoires entièrement équipés, pour ainsi favoriser l'enseignement pratique; et de créer des institutions d'enseignement supérieur spécialisées dans l'innovation et la technologie. Le coût de ces mesures pouvant être prohibitifs pour de nombreux pays, les États devraient favoriser les partenariats public-privé pour mettre en place les infrastructures nécessaires à une édu-

14 Organisation internationale du Travail, op. cit. Disponible à l'adresse: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms_222657.pdf

cation fondée sur la technologie. Deuxièmement, il faut organiser des programmes et des ateliers de formation pour aider les jeunes à développer leurs idées et demander des subventions et des financements. Ces programmes pourraient prendre la forme de modules de formation pour apprendre à attirer les investisseurs, renforcer les compétences d'encadrement et comprendre la finance, le marketing, la production et la distribution.

3.1.3 Obstacles liés à l'accès

La prestation de services liés aux TIC a connu une croissance extraordinaire dans les pays africains. Ainsi, selon les données de l'Union internationale des télécommunications pour 2014¹⁵, l'accès à Internet en Afrique a plus que doublé, passant de 9,6 % en 2010 à 20 %, tandis que, sur la même période, la pénétration du haut débit mobile a atteint 19 % et celle de la téléphonie mobile s'est envolée, pour s'établir à 69 %. Cependant, les services nécessitant d'importantes infrastructures, tels que les abonnements à la téléphonie fixe et le haut débit fixe, restent rares sur l'ensemble du continent. Si l'on regarde de plus près la question de l'infrastructure des TIC en Afrique, on constate que les zones rurales, où vit la majorité des jeunes Africains, sont notablement moins desservies que les zones urbaines, comme cela est également le cas pour d'autres services comme l'éducation ou la santé.

Si la faiblesse des infrastructures est généralisée sur l'ensemble du continent, le fossé entre les jeunes des zones urbaines et ceux des zones rurales est plus marqué en raison du manque cruel d'infrastructures dans les zones rurales. Pour des questions de coût, les dépenses dans les infrastructures de TIC y ont été limitées. Avec la croissance des économies africaines, les investissements et le développement des zones rurales permettront aux jeunes d'avoir davantage accès aux technologies, de recevoir une meilleure instruction et une meilleure formation, et de bénéficier de plus d'emplois, comblant ainsi l'écart existant avec les jeunes urbains et freinant la dynamique de l'exode rural. Pour combler encore plus le fossé, la création d'institutions d'enseignement supérieur dans les zones rurales et l'utilisation des TIC pour forger des liens entre les établissements urbains et ruraux – par le biais de systèmes tels que les laboratoires virtuels, les classes en ligne ou les webinaires – pourraient rendre les chances d'apprentissage plus égales.

Outre la faiblesse des infrastructures, les jeunes des zones rurales pâtissent d'un accès insuffisant aux nouvelles technologies et aux innovations. Pour qu'ils aient accès à des technologies et des services TIC adaptés à leurs activités quotidiennes, il faudrait adopter des politiques pour favoriser l'informatisation des écoles rurales, la formation idoine des enseignants et l'élaboration d'un solide programme d'enseignement mettant l'accent sur les technologies. Des programmes d'échanges entre jeunes urbains et jeunes ruraux contribueraient à réduire le fossé existant en donnant aux jeunes urbains l'occasion de faire l'expérience des difficultés rencontrées par leurs camarades des campagnes. De plus, de tels programmes augmenteraient l'exposition des jeunes ruraux aux différents usages des nouvelles technologies, stimulant ainsi leur créativité.

Enfin, il est fondamental d'inculquer aux jeunes, particulièrement dans les zones rurales, la culture de l'entrepreneuriat. On pourrait mettre en place au niveau local des groupes d'appui à l'entrepreneuriat qui offrent des formations aux compétences entrepreneuriales fondamentales et aux technologies.

15 Union internationale des télécommunications, *World telecommunications/ ICT indicators database 2014*, 18^e édition.

3.2 Vers un environnement favorable à la jeunesse et à l'innovation en Afrique

Lors des deux semaines suivantes du débat, les participants ont examiné la question de la création d'un environnement favorable. Les échanges ont suscité un large éventail de réactions, qui peuvent être résumées comme suit:

Dimension politique

Il est essentiel, pour développer et exploiter au mieux le potentiel des jeunes Africains, de mettre en œuvre des stratégies à long terme visant à stimuler la créativité, de fournir aux jeunes une éducation de qualité orientée vers les besoins du marché mondial, de renforcer leurs capacités par des formations et des ateliers, de faciliter et soutenir la création d'associations de jeunes, d'assurer l'égalité des chances et de faire tomber les barrières socioéconomiques. En outre, le développement des infrastructures de TIC et la promotion de la recherche-développement scientifique et technologique exigent un ferme engagement politique.

Programme Youth Innovation Challenge

Lancé en 2009, ce programme a été conçu pour instiller une culture de l'innovation chez les jeunes africains à travers la promotion de l'innovation sur la base d'une collaboration et de partenariats ciblés avec des chercheurs, des acteurs du secteur privé, des membres de la société civile et des décideurs. Le programme vise à nourrir la culture de l'innovation chez les jeunes africains grâce à des programmes de couveuses d'entreprise.

Programme FIRE (Fund for Internet Research and Education)

FIRE est un programme de bourses et de prix destiné à encourager et soutenir le développement d'Internet et le renforcement des capacités techniques en Afrique par la mise en évidence du rôle d'Internet dans le développement économique et social du continent.

<http://www.fireafrica.org>

Fournir une éducation de qualité

Nombre de pays africains éprouvent des difficultés à atteindre le deuxième objectif du Millénaire pour le développement, relatif à l'éducation primaire universelle, et disposent de budgets déjà très serrés pour financer la fourniture d'un accès de base à l'éducation plutôt que la fourniture d'une éducation de qualité. Pour réaliser leur plein potentiel, les jeunes Africains doivent recevoir une éducation appropriée qui soit orientée vers le développement des compétences nécessaires à une vie adulte productive. Les programmes d'enseignement nationaux doivent être revus et adaptés au contexte mondial actuel. Cela pourrait par exemple être fait en introduisant des notions d'entrepreneuriat et en enseignant les fondamentaux de l'informatique dès le début de la scolarité. Les écoles devraient aussi organiser des ateliers dans lesquels les étudiants pourraient mettre en pratique les théories apprises.

Initiatives de parrainage

Les jeunes Africains qui prennent part à des initiatives de parrainage ou mentorat font preuve d'une impressionnante aptitude à innover dans le domaine de la science et de la technologie¹⁶. Les partenariats public-privés entre des entreprises de TIC et des universités ou instituts de recherche peuvent être encouragés par les pouvoirs publics par le biais de politiques qui exigent des opérateurs de TIC et d'autres secteurs technologiques intéressés par des activités en Afrique qu'ils proposent aux jeunes des dispositifs de mentorat et des stages de courte durée dans le cadre de leurs programmes de respon-

¹⁶ Deux programmes nigériens, Aiki Nigeria et Paradigm Initiative Nigeria, en sont une bonne illustration. Pour plus de détails, voir <http://www.aiki.ng/> et www.pinigeria.org

sabilité sociale. Les jeunes d'Afrique doivent aussi être incités à chercher eux-mêmes activement des possibilités de mentorat, tant les enseignements et conseils tirés de telles expériences sont précieux.

Stimuler la créativité des jeunes Africains

L'innovation des jeunes est étroitement liée à leur créativité et leur imagination. La stimulation de l'innovation doit commencer dès l'enfance, à travers les jeux, être alimentée durant l'adolescence, avant de porter ses fruits à l'âge adulte¹⁷. À cet égard, les parents, la communauté, les enseignants et les employeurs ont tous un rôle à jouer pour reconnaître, encourager, et développer les aptitudes créatives des jeunes Africains. De plus, la capacité de résoudre des problèmes de façon créative peut être favorisée au moyen de programmes nationaux de parrainage et de stages, ainsi que par l'organisation de concours nationaux ciblant différents groupes d'âge.

Créer un climat propice

Les jeunes sont très sensibles à l'opinion des adultes qui les entourent. Favoriser l'innovation et la créativité des jeunes requiert le plein soutien des pouvoirs publics, du secteur privé, des communautés locales, du système éducatif et de la famille. Les enseignants, formateurs et superviseurs doivent bénéficier d'une formation à la communication avec les jeunes, en particulier avec les adolescents. Ils doivent aussi savoir comment motiver les jeunes, éveiller leur curiosité et transformer celle-ci en pensée créative. Les jeunes doivent également être régulièrement exposés à des innovateurs, inventeurs, scientifiques et entrepreneurs accomplis.

Actions de sensibilisation

Des hiérarchies strictes fondées sur l'âge régissent les sociétés africaines. Il est essentiel de fournir aux jeunes des plates-formes où partager des idées, débattre des problèmes, échanger des données d'expérience et obtenir des conseils pour promouvoir la jeunesse et l'innovation. Ces plates-formes peuvent être établies grâce aux efforts conjugués des secteurs public et privé, et prendre la forme d'ateliers, de programmes, de concours et d'associations. De plus, au niveau national, elles peuvent inciter les étudiants à présenter des projets, des travaux de recherche et des inventions au grand public, au lieu de les laisser dormir au fond de tiroirs à l'université.

Encourager l'esprit d'entreprise

Pour aiguïser leur esprit d'entreprise, les jeunes africains ont besoin de conseils, pouvant aller d'analyses, telles que les analyses du marché et des coûts-bénéfices, à une aide pour obtenir des financements. Ils ont également besoin de capitaux de lancement pour bâtir leurs entreprises. De plus, les gouvernements devraient favoriser l'esprit d'entreprise chez les jeunes à travers un accès gratuit à un enseignement professionnel, à des programmes de mentorat, à des incitations à la production et à des programmes sur la commercialisation de leurs innovations.

Créer des réseaux

Les jeunes africains doivent être en lien avec leurs homologues aux niveaux communautaire, national, régional et continental. La création de réseaux et la synergie entre les jeunes entrepreneurs et les innovateurs, ainsi qu'avec le milieu des affaires au sens large et les associations compétentes, permettront de créer une communauté de personnes partageant les mêmes idées, d'exposer les jeunes et leurs innovations à un public plus large et de favoriser la collaboration.

Promouvoir les pépinières d'entreprises

17 Tony Wagner, *Creating Innovators: The Making of Young People Who Will Change the World*. New York: Scribner, 2012.

Les pépinières d'entreprises sont des centres qui offrent aux jeunes la possibilité de mettre au point leurs innovations et leurs projets d'entreprise, d'améliorer leurs capacités entrepreneuriales, de bénéficier de programmes de mentorat, et d'accéder à un large éventail de ressources et de réseaux. L'Afrique a récemment connu une vague de création de pépinières. Le Chandaria Business Innovation et Incubation Centre de l'université Kenyatta à Nairobi, iHub, le programme Southern Africa Innovation Support (SAIS), le Co-Creation Hub Nigeria, Hive Colab, et IceAddis en sont des exemples louables.

Accès subventionné aux nouvelles technologies

Les coûts associés aux nouvelles technologies et à la communication peuvent être prohibitifs pour les jeunes, en particulier pour ceux des zones rurales. Les gouvernements devraient donc offrir aux jeunes un accès subventionné aux nouvelles technologies et à des services de communication fiables. Destinées à faciliter et à accélérer la communication grâce à une réduction des prix, des taxes et des redevances pour les petites entreprises et les entreprises dirigées par des jeunes, les subventions permettront de favoriser le développement des nouvelles technologies. Les gouvernements peuvent aussi nouer des partenariats et passer des accords d'échanges mutuellement avantageux avec des entreprises privées et d'autres pays africains dans le domaine de la technologie.

Infrastructures

La mise en place d'infrastructures de qualité, telles que des infrastructures routières, l'électricité et des réseaux de communication, est essentielle pour mobiliser le potentiel des jeunes africains.

Recherche-développement

De solides cadres nationaux de recherche-développement sont la clef de l'innovation. Beaucoup se demandent si les gouvernements africains fournissent l'appui nécessaire pour permettre l'essor des institutions de recherche. Les pays où l'innovation bat son plein mènent des politiques robustes en matière de recherche-développement, qui, assorties de financements adaptés et d'un suivi de la qualité, favorisent les partenariats entre les institutions de recherche et les secteurs privé et public. De plus, les liens tissés entre les universités et l'industrie offrent aux étudiants la possibilité de voir l'application pratique des théories étudiées.

Accès aux financements

Les innovateurs africains, peu importe leur âge, pâtissent du manque de fonds pour la recherche-développement et parviennent difficilement à concrétiser leurs projets d'innovation et à élaborer des prototypes. En effet, l'élaboration de plans d'affaires, la mise en place d'installations de production et de circuits de distribution ainsi que la commercialisation nécessitent tous des apports de capitaux. La plupart des banques africaines sont encore adeptes de financement contre garanties. Il est presque donc impossible pour les jeunes de demander des prêts et des subventions. Il faudrait mettre en place des fonds pour offrir aux jeunes innovateurs des capitaux de lancement et les aider ainsi à réaliser leurs ambitions. De plus, on devrait organiser des ateliers pour apprendre aux jeunes à présenter des demandes de financement et de subventions aux niveaux local et international, à établir un budget, des prévisions budgétaires et une comptabilité.

Des réformes réglementaires en matière de droits de la propriété intellectuelle

Peu de pays africains appliquent la législation régissant les droits de propriété intellectuelle. Lorsqu'il existe des services d'appels d'offres et de brevets, les procédures sont longues, complexes et coûteuses. Pour rendre les jeunes entrepreneurs africains plus autonomes, il faut leur garantir que leurs idées et leurs inventions ne seront pas volées ni copiées par ceux qui disposent des capitaux nécessaires ou des bons contacts politiques. Deux cadres régionaux, l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle¹⁸ et l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle¹⁹, prévoient la protection des

18 <http://www.aripo.org/>

19 <http://www.oapi.int/>

droits de propriété intellectuelle à l'échelle régionale, respectivement pour les pays anglophones et francophones. Cependant, comme aucun lien n'existe entre ces deux organisations, les brevets délivrés par l'une ne sont pas reconnus par l'autre. Les innovateurs doivent donc soumettre des demandes distinctes auprès des deux organisations pour assurer la protection de leurs droits.

Promouvoir la production locale

Si aucun marché ne se dessine pour leurs produits, il est peu probable que les jeunes innovateurs concrétisent leurs idées. Les marchés africains sont de plus en plus dominés par des importations de produits bon marché et de mauvaise qualité qui minent les produits locaux, de meilleure facture mais plus coûteux. Les gouvernements devraient mettre en œuvre des politiques favorisant la production locale en accordant des subventions, des allègements fiscaux ou en augmentant les frais de douane sur les biens importés.

4. Principales recommandations et conclusion

Le débat en ligne sur le thème « Jeunesse et innovation en Afrique: tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse africaine au service de la transformation du continent » a permis de souligner combien il était urgent que les gouvernements, les partenaires de développement et les organisations de la société civile œuvrent ensemble à la création d'un environnement favorable à la jeunesse et à l'innovation en Afrique. Il a offert à des experts d'organisations locales et internationales, des jeunes entrepreneurs et des membres du milieu universitaire une excellente occasion d'échanger des idées, des connaissances et des données d'expérience grâce au partage des meilleures pratiques pour favoriser le rôle actif, voire de premier plan, de la jeunesse dans l'amélioration des nouvelles technologies et de l'innovation en Afrique.

Ce débat électronique s'est tenu à un moment très opportun, permettant aux parties prenantes venues de 15 pays d'exprimer leurs préoccupations et de partager leurs idées sur la création de conditions favorables à la jeunesse et à l'innovation sur le continent. Les discussions se sont avérées fort instructives et utiles. Il faudra prendre en compte certains enseignements tirés pour orienter l'élaboration des politiques concernant les nouvelles technologies et l'innovation.

Les échanges ont mis en évidence l'importance de trouver des solutions adaptées aux défis de l'Afrique en matière de développement. L'Afrique est à la croisée des chemins: du sérieux de son engagement et de ses investissements au service de la jeunesse dépendra la réalisation de ses programmes de développement et de transformation. Le débat électronique a rappelé que l'engagement politique était essentiel pour mobiliser le potentiel de la jeunesse africaine.

Les gouvernements africains ont déjà mis en œuvre des initiatives pour tirer le meilleur parti du potentiel de la jeunesse. Toutefois, il ressort du débat que la jeunesse africaine continue de se heurter à de nombreux obstacles, en termes d'inégalité d'accès aux TIC et à une éducation de qualité, de faible participation à la recherche-développement, de manque d'autonomisation et d'absence d'environnement favorisant une culture de la créativité et de l'innovation. Les participants ont également souligné que les difficultés d'accès aux services financiers faisaient obstacle à l'esprit d'entreprise chez les jeunes.

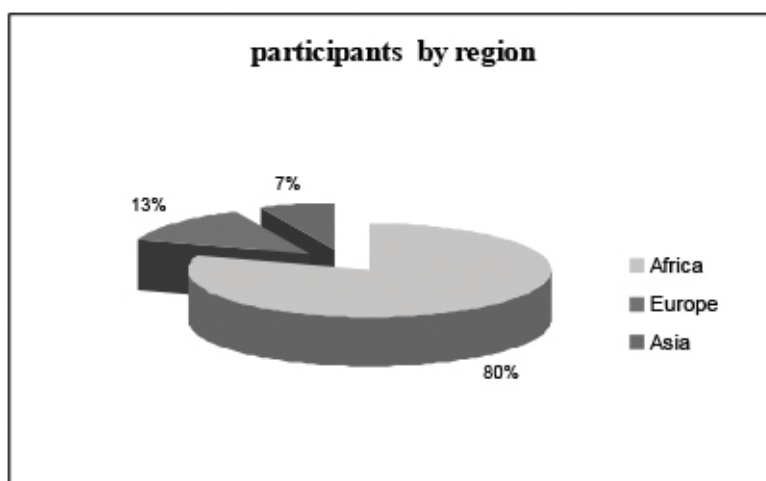
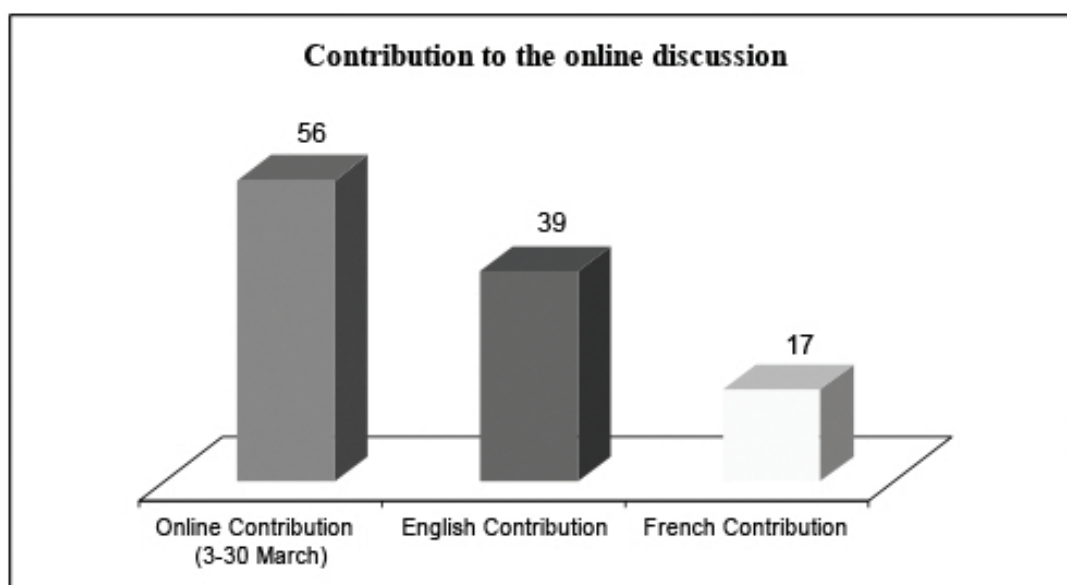
Il est donc primordial que les gouvernements africains mènent des politiques pour faciliter un accès équitable aux TIC et à une éducation de qualité, favoriser la recherche-développement, autonomiser les jeunes, stimuler la culture de la créativité et de l'innovation, éliminer les barrières socioéconomiques et faciliter l'accès aux financements. Ils pourront ainsi créer les conditions pour que les principales parties prenantes, à savoir les organisations de la société civile, les partenaires de développement, les acteurs du secteur privé et les associations communautaires puissent aider les jeunes à tirer parti des nouvelles perspectives offertes par l'innovation et les nouvelles technologies.

Malgré des échanges animés, la participation au débat est restée faible par rapport au nombre d'invités. Seuls 27 membres sur 162 y ont pris part, avec 15 pays représentés par les 56 contributions apportées. Les contributions en français ont représenté 29% de toutes les contributions. La participation des femmes a également été faible. Il est difficile de savoir pourquoi mais il est nécessaire de repenser les modalités concernant la plate-forme électronique, la durée des échanges ainsi que le rôle de l'animateur pour rendre le débat plus interactif et augmenter le nombre de participants actifs.

Annexe I Participation

Le débat s'est tenu sur la plate-forme de partage des connaissances de la CEA (<https://.org/uneca/youth-innovation-africa>) durant quatre semaines. La plate-forme était librement accessible à tous les participants, qui pouvaient également adresser leurs contributions par courrier électronique à afr-youth-innovation@.org.

Les échanges ont porté sur un large éventail de questions. Le groupe était composé de 162 participants, notamment des représentants de la société civile (groupes de jeunes), des membres des secteurs public et privé, des experts travaillant dans les domaines des TIC, de l'innovation et des nouvelles technologies, des spécialistes de la planification, des universitaires, des représentants d'organisations non-gouvernementales nationales et internationales, et des jeunes entrepreneurs. Les discussions se sont tenues simultanément en anglais et en français, et ont donné lieu à 56 contributions²⁰ émanant de 27 participants venus de 15 pays.



²⁰ En anglais: 39; en français: 17.

Annexe II Liste des personnes qui ont contribué au débat

Par ordre de contribution

1. Joshua Amposen (Ghana)
2. John Makoni (Zimbabwe)
3. Santosh Kumar Mishra (Inde)
4. Keston Perry (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
5. Rasheedat Sanni (Nigéria)
6. Hilary Nwokeabia (Suisse)
7. Maryam Cam (Nigéria)
8. Valerie Cho Nkarimbi (Cameroun)
9. Aliou Diouf (Sénégal)
10. Abebe Chekol (Éthiopie)
11. Claude Migisha (Rwanda)
12. Barbara Macon (Bénin)
13. Hope Waira (Ouganda)
14. Phillipe Junior Sibir (République centrafricaine)
15. Ian Mutamiri (Zimbabwe)
16. Pierre Dandjinou (Bénin)
17. Emmanuel nene Odjidja (Ghana)
18. Farell Folly (Bénin)
19. Daniel Dindji (Côte d'Ivoire)
20. Patricia Senghor (Sénégal)
21. Mistoïhi Abdillahi (Comores)
22. Thierry Edoh (Bénin)
23. Liranso Gebreyohannes (Éthiopie)
24. Armel Keupondjo (Côte d'Ivoire)
25. Ajoke Omoware (Nigéria)
26. Bruno Soufo (Cameroun)
27. L. Tchonang (Cameroun)

